

SOMMAIRE

Une : Droits et libertés – Orga et Vie syndicale / **p.2 p.3** 14^{ème} conférence de l'UFR, de la FNIC CGT à la Palmyre / **p.4** Tract : « Le 5 novembre ripostons ! » /

l'agenda



27 octobre 2026 :
Journée d'étude : comment
s'opposer aux PSE ?

3 novembre 2026 :
CEF

2 et 3 décembre 2026 :
AG LBM

17 décembre 2026 :
AG Répartition pharma

21 au 26 mars 2027 :
Congrès 2027 de la FNIC-CGT

Réunions de branches



28/10 Pétrole : CPNE EXTRA
29/10 Pétrole : OPCO 2i Conseil
04/11 Pétrole : Préparation NAO
04/11 Chimie : CPPNI
05/11 Pétrole : OPCO 2i SPP
18/11 Chimie : CPP Observation
18/11 LBM : CPPNI
19/11 Chimie : CPNCTHS
19/11 Plasturgie : CMPPNI
19/11 Médico-technique : CMPPNI
23/11 Officines : CPPNI

Collectifs régionaux

20/11 Pyrénées-Atlantiques : UL
de Mournex
30/11 Ile-de-France : À la
Fédération (salle Letellier)
4/12 Gironde : UL de Bassens
11/12 Midi-Pyrénées : Bourse
du travail, place Saint-Sernin à
Toulouse

Droits et libertés

Le capital impose la précarité à la jeunesse : opposons-lui la solidarité !

21,6 % des jeunes actifs privés d'emploi, 54,7 % de contrats précaires chez les salariés de moins de 25 ans : cette insécurité n'est pas un échec individuel, mais une réalité de classe. La peur du chômage pousse à accepter bas salaires et contrats courts. C'est le mécanisme de l'« armée industrielle de réserve » : la mise en concurrence des travailleurs renforce le pouvoir du patronat. Dans les métiers les plus exposés à l'IA, les embauches en CDI des 21-29 ans ont chuté de 28,3% entre fin 2022 et début 2026. La technologie n'est pas l'ennemie : c'est son appropriation par le capital qu'il faut combattre. Les gains de productivité doivent permettre de travailler moins, pas de priver les jeunes d'emploi ! Organisons la jeunesse aux côtés des travailleurs pour imposer des emplois stables et la réduction du temps de travail sans perte de salaire. Ces luttes doivent porter une perspective de rupture : socialiser les moyens de production et les placer sous le contrôle des travailleurs pour satisfaire les besoins sociaux.

Les chiffres

Les 10 % les plus riches captent un quart de l'ensemble des revenus, les 10 % les plus pauvres, seulement 3 %.
La répartition des revenus est plus inégale aujourd'hui qu'il y a 20 ans !

Source du graphique : Insee données 2024

Orga et vie syndicale.

Clôture de l'exercice Cogetise 2025

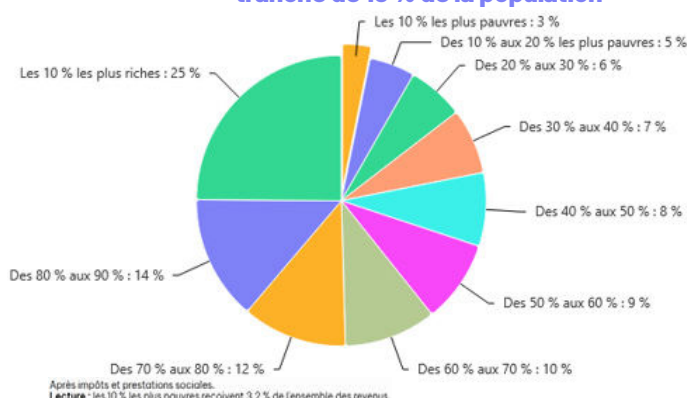
Au dernier état COGETISE du 30 septembre 2026, nous accusons toujours un retard sur le règlement des cotisations de l'exercice 2025.

Alors que la confédération a annoncé la clôture de l'exercice 2025 au 30 novembre 2026, soit dans moins d'un mois et demi.

Nous avons toujours un retard de 909 FNI et 12 689 timbres en comparaison avec 2024, ce qui représente 39 syndicats n'ayant rien payé sur 2025.

Sur 2026, malheureusement, le constat est le même, le nombre de FNI réglés à ce jour est de 9 625 et pour les timbres, ce sont 47 405 qui ont été réglés par les syndicats, soit moins de 50 % de nos adhérents qui sont à jour de leurs cotisations pour 2026. Nous devons mettre toute notre force dans la bataille pour que le maximum de cotisations impayées à ce jour soit régularisé avant le 30 novembre 2026.

Répartition de l'ensemble des revenus par tranche de 10 % de la population



Actualité fédérale

14^{ÈME} CONFÉRENCE DE L'UFR DE LA FNIC-CGT, les 14 et 15 octobre 2026, à La Palmyre.



Le document de réflexion interpelle les 70 participants à la conférence, actifs et retraités de la FNIC-CGT pour renforcer l'organisation syndicale et à se mobiliser pour défendre la paix, les retraites, la Sécurité sociale, l'industrie, les services publics et les droits sociaux contre l'exploitation capitaliste, le colonialisme et l'impérialisme.

1. PAIX ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

- ➔ Rejet des guerres et de la militarisation.
- ➔ Soutien aux peuples en lutte et à la coopération internationale.

2. RETRAITES ET POUVOIR D'ACHAT

- ➔ Abrogation de la réforme des retraites.
- ➔ Retour à la retraite à 60 ans.
- ➔ Revalorisation des pensions pour maintenir le niveau de vie des retraités.

3. DÉFENSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET ACCÈS AUX SOINS

- ➔ Préservation et reconquête de la Sécurité sociale.
- ➔ Remboursement des soins à 100 %.
- ➔ Garantie d'un accès égal aux soins sur tout le territoire.

4. MOBILISATION ET RENFORCEMENT DU SYNDICALISME RETRAITÉ

- ➔ Développement des adhésions.
- ➔ Renforcement du lien actifs-retraités.
- ➔ Formation et renouvellement des militants.

5. DÉFENSE DE L'EMPLOI INDUSTRIEL ET DES SERVICES PUBLICS

- ➔ Lutte contre les suppressions d'emplois et les fermetures de sites.
- ➔ Défense des services publics comme outil de cohésion sociale.

6. SANTÉ AU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

- ➔ Reconnaissance des maladies professionnelles.
- ➔ Suivi des victimes de l'industrie chimique et pharmaceutique.

7. LUTTE CONTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES

- ➔ Défense des retraités les plus modestes.
- ➔ Prise en compte des inégalités subies par les femmes retraitées.

LES RÉSOLUTIONS SUIVANTES ONT ÉTÉ VALIDÉES À L'UNANIMITÉ DES PRÉSENTS :

Résolution n°1 : Motion pour la paix.

Résolution n°2 : « Développer la formation et l'information sur notre revendication du 100 % Sécurité sociale »

Résolution n°3 : « Informer et aider les retraités dans le suivi post-professionnel des dossiers de maladies professionnelles »

Résolution n°4 : « Pour se donner les moyens de nos ambitions et avoir un rapport de force nous permettant de gagner sur nos revendications, nous avons besoin de reconquérir nos forces organisées. Forces organisées qui reposent sur deux piliers, le nombre de syndiqués et notre implantation syndicale ». Un état des lieux de nos forces organisées en territoire sera nécessaire pour développer ce travail d'organisation et de renforcement.

Une CGT plus forte en adhérents suppose :

- D'avoir une organisation CGT en capacité d'accueillir tous les retraités, soit dans l'entreprise ou au plus proche de leurs lieux de vie.
- D'améliorer notre qualité de vie syndicale dans nos sections en lien avec le syndicat de l'entreprise.
- Ancrer la syndicalisation au cœur de notre démarche syndicale pour en faire un sujet permanent pour la construction du rapport de force.
- Mener des campagnes de syndicalisation de façon régulière pour aller à la rencontre des retraités, cibler des entreprises pour travailler la continuité syndicale, profiter des initiatives diverses de mobilisations, pour proposer l'adhésion.
- Veiller à ce que tous les syndiqués retraités inscrits par les syndicats d'actifs soient bien identifiés comme retraités.

LA PAIX ENTRE LES PEUPLES, POUR LA JUSTICE SOCIALE, CONTRE LA GUERRE ET L'EXPLOITATION !



Actifs et retraités de la Fédération Nationale des Industries Chimiques-CGT réunis en conférence, nous refusons de rester silencieux face à l'escalade guerrière qui embrase la planète. Les conflits se multiplient tandis que les grandes puissances, les marchands d'armes et les multinationales se partagent les richesses du monde au mépris du droit des peuples à vivre en paix.

Nous dénonçons la marche à la guerre engagée par les gouvernements qui, sous prétexte de sécurité, imposent partout en Europe et dans le monde, l'augmentation des budgets militaires, au détriment des salaires, des pensions, de la santé, de l'éducation et des services publics. Pendant que les peuples souffrent, les industriels de l'armement, les groupes pétroliers et les marchés financiers accumulent des profits indécents grâce aux conflits et à la militarisation croissante des sociétés. .

Nous condamnons fermement les politiques impérialistes qui attisent les tensions internationales, alimentent les guerres et bafouent la souveraineté des peuples. Nous affirmons notre solidarité active avec tous ceux qui subissent l'occupation, les sanctions, les blocus, les destructions et les massacres.

Nous exprimons notre soutien total au peuple palestinien qui lutte pour sa liberté, son autodétermination et ses droits nationaux. Nous exigeons la fin de l'occupation, de la colonisation et de toutes les politiques d'oppression et de toutes formes d'ingérences politico-financières qui empêchent une paix juste et durable.

Nous exigeons également la levée immédiate du blocus de Cuba, imposé par les USA et soutenu par l'Union européenne, et d'autres pays alliés. Nous condamnons toutes les mesures visant à étrangler économiquement un peuple qui refuse de se soumettre aux intérêts des grandes puissances.

Nous refusons que l'on demande aux travailleurs, aux retraités et à la jeunesse de payer les conséquences des choix guerriers des gouvernements. Pas un euro de plus pour l'économie de guerre lorsque les hôpitaux manquent de moyens, lorsque les services publics et nos industries sont démantelés et lorsque les retraités et les salariés voient leur reste à vivre reculer.

Au-delà des conflits, nous nous devons de combattre toutes les sources d'inégalités et d'opposition dans notre pays, incompatibles avec toutes formes de paix : racisme, homophobie, patriarcat, ostracisme anti jeunes et anti vieux inclus.

Nous affirmons que la paix ne se mendie pas, elle se conquiert. Elle exige la mobilisation du monde du travail contre les logiques de profit qui nourrissent les guerres. La lutte pour la paix est inséparable de la lutte pour les droits sociaux, pour les salaires, pour les pensions, pour la Sécurité sociale et pour les services publics.

Nous appelons l'ensemble des syndicats de la fédération à renforcer les mobilisations :

- Contre toutes les guerres et les politiques de militarisation ;
- Pour un cessez-le-feu immédiat dans les zones de conflit ;
- Pour la reconnaissance pleine et entière des droits du peuple palestinien ;
- Pour la levée du blocus de Cuba ;
- Pour l'arrêt de toutes dépenses militaires ;
- Pour l'affectation des richesses à la satisfaction des besoins sociaux ;
- Pour la solidarité internationale entre les peuples et les travailleurs.

**FACE AUX PROFITS DE GUERRE,
OPPOSONS LA SOLIDARITÉ
DES PEUPLES.**

**FACE AUX MARCHANDS D'ARMES,
IMPOSONS NOS REVENDICATIONS.**

**FACE À LA GUERRE ET À
L'EXPLOITATION, FAISONS
GRANDIR LE COMBAT POUR LA
PAIX, LA JUSTICE SOCIALE ET LA
SOVERAINETÉ DES PEUPLES !**

La Palmyre, le 15 octobre 2026

p.4 Tract "clefs en main" à diffuser massivement

LE 5 NOVEMBRE

RIPOSTONS !



Depuis début septembre, 9 appels à la mobilisation ont eu lieu pour les salaires, l'emploi, pour le droit à l'éducation dans de bonnes conditions, pour la fin de Parcoursup, pour la paix, contre la vie chère et contre la montée du fascisme.

- ✳ Le 15 septembre pour défendre notre Sécurité sociale.
- ✳ Le 21 septembre pour la paix.
- ✳ Le 29 septembre pour exiger un service public à la hauteur des besoins.
- ✳ Le 6 octobre contre les politiques d'austérité de ce gouvernement, contre la répression policière, pour la libération immédiate de tous les lycéens.
- ✳ Le 8 octobre pour nos salaires et nos emplois.
- ✳ Le 13 octobre contre les politiques d'austérité de ce gouvernement, pour nos emplois, pour nos salaires.
- ✳ Le 14 octobre mobilisation des actifs et retraités.
- ✳ Les 16 et 17 octobre, ou plus de 800 000 travailleurs, retraités, chômeurs, lycéens, étudiants se sont mobilisés pour des revendications légitimes, contre la vie chère, pour nos salaires et nos emplois.
- ✳ Le 30 octobre à l'appel de la FSM contre la fabrication et les livraisons d'armes.

L'ensemble de ces dates ont permis de construire une dynamique de lutte, en rassemblant les revendications de toutes et tous. Nous le voyons bien, toutes ces mobilisations portent les mêmes revendications : pour nos salaires, l'emploi, l'éducation, la paix, contre la vie chère, l'austérité, la répression, etc.

Ne revivons pas 2018 avec des appels tous les samedis pendant 6 mois, ou encore 2023 avec 14 appels dispersés sur plusieurs mois, qui n'ont pas permis d'obtenir satisfaction de nos revendications pour l'augmentation des salaires, l'emploi, l'éducation, la santé, la Sécurité sociale, etc.

L'ARGENT EXISTE, MAIS IL EST ACCAPARÉ PAR QUELQUES-UNS !

Les ultra-riches ont augmenté leur patrimoine de plus de 1 000 milliards d'euros depuis 2010.

Au 2^{ème} trimestre, ce sont 61 milliards d'euros de dividendes qui ont été versés par les entreprises en France, championne d'Europe en la matière.

Total a généré plus de 11 milliards de dollars de bénéfices au 1^{er} semestre 2026.



Face à la dispersion qui ne sert que le capital, construisons l'unité des travailleurs, des retraités, des chômeurs, des lycéens, des étudiants, l'unité de l'ensemble des citoyens.

Face à nos revendications légitimes, la seule réponse du pouvoir est la répression, qui ne vise qu'à empêcher la population de participer aux manifestations.

Ne tombons pas une nouvelle fois dans le panneau, car cette méthode, cette répression, est à chaque fois employée par le gouvernement, au service du capital pour discréditer les mobilisations.

Le gouvernement et le capital ont un genou à terre : par la puissance de nos grèves, faisons-leur poser le second ! Nous, les travailleurs et travailleuses des 11 branches des Industries Chimiques, nous détenons le pouvoir de bloquer l'économie du pays !

Déplaçons la colère de la rue dans nos entreprises, en engageant, jusqu'au 05 novembre, journée d'action et de grève interprofessionnelle, le débat avec l'ensemble des travailleurs sur la nécessité de s'engager dans la grève reconductible.

DANS LA CONTINUITÉ DU PRÉAVIS DE GRÈVE ILLIMITÉE DU 6 OCTOBRE, LE 5 NOVEMBRE SOYONS TOUS EN GRÈVE, DANS LA LUTTE, JUSQU'À L'OBTENTION DE NOS REVENDICATIONS !